

qui existaient alors, nous devons faire en sorte qu'elles ne disparaissent pas. Nos pères étaient à l'étroit dans les vieux pays, où ils ne pouvaient améliorer leur sort.

M. MARTIN: Ce n'est pas pour cela qu'ils en sont partis.

M. MACDONALD (Brantford): Mon honorable ami dit que ce n'est pas pour cela qu'ils en sont partis, mais je soutiens que c'est là une des raisons de leur émigration. Ils voulaient améliorer leur sort ainsi que celui de leurs enfants et de tous leurs descendants. Ils y ont réussi, ils ont trouvé ici le bonheur et assuré celui de leurs enfants. Nous devons être énergiques et entreprenants. Si nous supprimons tout bénéfice, l'esprit d'entreprise et l'enthousiasme disparaîtront je le crains. Au dire de l'honorable député de Lethbridge (M. Blackmore) l'industrie doit être puissante. C'est bien mon avis, mais je ne puis reconnaître que les théories que son groupe prône lui assureront cette puissance. Je crains même qu'elles n'aient l'effet contraire.

La mesure à l'étude a pour objet le prélèvement des fonds nécessaires à la poursuite de la guerre.

L'hon. M. HANSON: Elle ne se limite pas à cela.

M. MacDONALD (Brantford): Le chef de l'opposition dit qu'elle ne se limite pas à cela. Nous ne le savons pas. L'avenir seul le dira. Dans le moment, il nous faut de l'argent pour nous procurer le matériel de toutes sortes nécessaire à nos armées.

M. JOHNSTON (Bow-River): Le ministre n'est pas de cet avis.

M. MacDONALD (Brantford): Le ministre en convient sans doute.

M. JACKMAN: Je n'en sais rien.

M. MacDONALD (Brantford): J'exprime une opinion personnelle; il m'est arrivé le plus souvent, d'être du même avis que le ministre. Il nous faut tous les approvisionnements nécessaires pour vaincre l'ennemi, ainsi que l'argent à cette fin. Cet impôt est l'un des moyens qui nous permettent d'obtenir l'argent nécessaire à l'achat de ces approvisionnements. De ma circonscription, aucune plainte ne m'est venue concernant cet impôt ou les autres prévus par le budget. Tout le monde s'accorde quant au principe. Qu'on prélève l'argent, nous sommes prêts à payer; qu'on donne aux troupes ce qu'il leur faut pour vaincre. Si tel est l'objet de cet impôt, ce dont je suis certain, je l'approuve, comme tous les autres qui visent à un but semblable.

N'oublions pas, monsieur l'Orateur, que le pays a grandi à la faveur du régime actuel qui reconnaît à chacun le droit d'être recom-

pensé pour son travail sans que la récompense lui soit ensuite complètement enlevée. J'ai confiance que le Canada continuera de progresser, une fois la guerre terminée, pour peu que nous maintenions ce régime. Reconnaissons que l'ouvrier a droit à son salaire et ne lui enlevons pas tout ce qu'il gagne.

M. G. H. CASTLEDEN (Yorkton): Monsieur l'Orateur, j'appuie le bill en principe, ce qui est peut-être contraire à mes habitudes. Mais tant que les richesses et les ressources naturelles de notre nation pourront être accumulées, comme cela arrive maintenant, par l'intermédiaire de sociétés constituées en corporation, dans les mains d'un petit nombre de personnes, empêchant ainsi un grand nombre d'ouvriers de se procurer par leur travail un moyen convenable d'existence, il nous faut un mode d'imposition qui permettra d'attirer dans les coffres de l'Etat les richesses concentrées aujourd'hui dans les mains de quelques-uns. C'est parce que la mesure envisagée confère ces moyens au pouvoir fédéral que je l'appuie en principe. Ce n'est que par de tels moyens qu'on empêchera les puissances d'argent d'asservir le pays.

On a affirmé cet après-midi que cette sorte d'impôt détruit l'initiative. Je ne le crois pas. Rien n'est plus funeste à l'initiative que de forcer un million de personnes à compter sur l'assistance publique pour leur subsistance. La vaine recherche du travail finit par paralyser toute initiative. Pas assez de députés n'ont été en contact suffisamment intime avec les chômeurs forcés pour connaître les conséquences avilissantes de leur impuissance à soutenir leurs familles. Le jeune homme qui cherche vainement de l'emploi finit par se croire un membre inutile du corps social. Voilà ce qui est arrivé dans notre jeune nation canadienne à bien trop de gens pendant bien trop longtemps.

M. GILLIS: C'est ce qui a conduit à l'avènement d'Hitler en Allemagne.

M. G. H. CASTLEDEN (Yorkton): Quelqu'un a dit dernièrement qu'une nation ne se porte bien que si son industrie est prospère. J'en conviens, mais il ne faut pas laisser l'industrie dominer indûment la vie des gens. Il ne devrait pas être possible aux puissantes entreprises de ruiner peu à peu la petite industrie et le petit commerce au moyen d'une concurrence désastreuse, comme elles le font à présent. Employant une main-d'œuvre tirée d'un marché encombré, elles font baisser les salaires jusqu'au point où le travailleur ne peut guère se soutenir et, après avoir fait travailler leurs ouvriers jusqu'à la limite de leurs forces, elles les jettent sur le pavé en se dégageant de toute